

LA TURQUIE À L'ORÉE D'UNE RÉORIENTATION STRATÉGIQUE?

La consolidation de la puissance du parti islamo-conservateur AKP, les relations tendues avec les Etats-Unis et les négociations pénibles avec l'Union européenne soulèvent la question de la future orientation stratégique de la Turquie. Un abandon fondamental de sa traditionnelle orientation occidentale est improbable. Le rôle politique régional d'Ankara qui semble vouloir se renforcer au Proche et au Moyen-Orient peut fort bien être dans l'intérêt des Etats occidentaux. La condition est néanmoins que l'Europe et les Etats-Unis offrent à la Turquie des perspectives d'intégration durable au niveau de la politique extérieure et de la sécurité.



Visiteurs du mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, 9 septembre 2007

Reuters/Umit Bektaş

Pour l'Union européenne et les Etats-Unis, la Turquie est un important partenaire dans la politique de sécurité. Au plan géopolitique, le pays jette un pont vers le Proche-Orient, le Caucase et l'Asie centrale. Dans le domaine de la politique énergétique, la Turquie est un important pays de transit pour le pétrole et le gaz. Au plan militaire, elle possède, après les Etats-Unis, les plus grosses forces armées au sein de l'OTAN. Enfin, la Turquie représente aussi un modèle d'alliance réussie entre l'Islam et la démocratie, ce que soulignent souvent les Européens et les Américains lorsqu'ils exigent des réformes politiques d'autres Etats musulmans.

Pendant la guerre froide, la Turquie s'est globalement comportée, après son adhésion à l'OTAN en 1952, comme partenaire fiable de l'Occident. Néanmoins, trois

évolutions récentes appellent des interrogations quant à la future orientation stratégique du pays. Premièrement, des changements fondamentaux ont eu lieu dans la politique intérieure de la Turquie. Alors que l'Etat était traditionnellement dirigé par les élites laïques, fidèles au kémalisme d'Atatürk, c'est le parti islamo-conservateur AKP (Parti de la justice et du développement) qui est au pouvoir depuis 2002. Deuxièmement, les rapports entre la Turquie et les Etats-Unis se sont fortement dégradés depuis l'intervention américaine en Irak.

Troisièmement, le scepticisme concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE s'est accentué tant au sein de la population turque qu'en Europe. Selon une enquête annuelle du German Marshall Fund, le pourcentage des partisans d'une adhésion à l'UE en Tur-

quie a baissé de 73% à 40% entre 2004 et 2007. Pendant la même période, le résultat moyen de 11 Etats de l'UE est passé de 36% à 22%. Il n'y a plus que 26% des Turcs qui considèrent une réussite des négociations avec l'UE comme probable. Quelle est l'ampleur des changements que l'on observe actuellement dans la politique intérieure et extérieure de la Turquie? Et quel effet auront-ils sur le futur positionnement stratégique mondial et régional d'Ankara?

Du kémalisme à l'islam politique?

En Turquie, la situation est de plus en plus tendue. Malgré – ou justement à cause des menaces de l'armée qui se veut garante de l'héritage d'Atatürk, l'AKP a réussi à étendre son pouvoir durant les derniers mois. Ainsi, le parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a remporté les législatives en juillet dernier avec une large majorité. Et aux présidentielles fin août 2007, il a réussi à imposer son candidat, l'ancien ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül. A l'exception de l'armée, l'AKP est donc aujourd'hui maître de toutes les fonctions publiques centrales.

Dans la lutte politique avec les kémalistes, l'AKP a certes provisoirement gagné. Mais dans la querelle fondamentale entre les élites traditionnelles et les nouvelles élites religieuses en Turquie, rien n'est tranché. Pour sauver les principes kémalistes comme la séparation de l'Etat et de la religion et l'orientation occidentale de la Turquie, l'armée a déjà fait plus d'un putsch. En avril 2007, l'état-major publiait un mémorandum mettant en garde contre la remise en

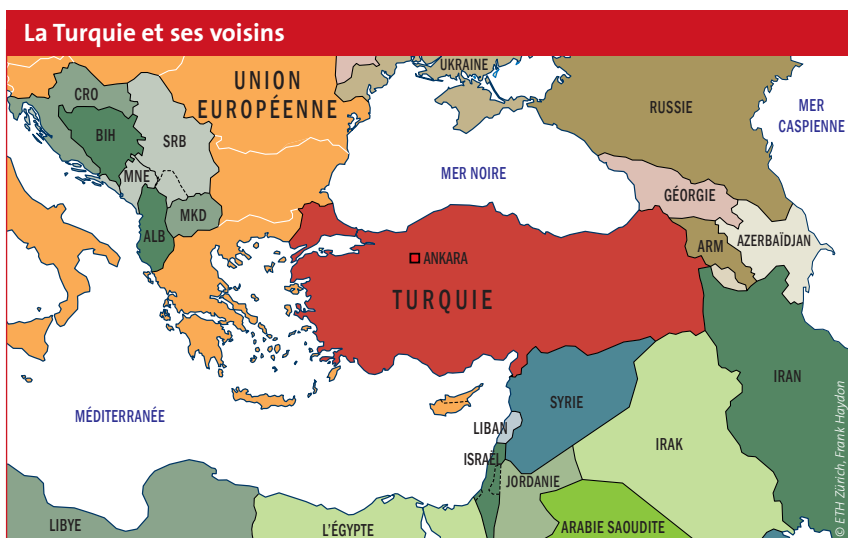
cause du principe de laïcité en Turquie. Sui-virent des manifestations massives d'ad-versaires kémalistes de l'AKP ainsi que du parti lié à l'armée CHP (Parti républicain du peuple). Au vu de l'actuelle popularité de l'AKP, une intervention militaire ne formait pas, cette fois, une option réaliste pour les généraux. Mais les réseaux composés de forces de sécurité et d'élites traditionnelles essaieront par tous les moyens de limiter l'influence des nouvelles élites religieuses.

On constate toutefois que l'agenda poli-tique de l'AKP se fait moins l'avocat de l'islam politique que les kémalistes le lais-sent entendre. Ainsi, le parti refuse moins la laïcité que son empreinte kémaliste. Durant les dernières années, il a mené une politique économique libérale et mis en œuvre une série de réformes politi-ques destinées à rendre la Turquie apte à adhérer à l'UE. Paradoxalement, l'AKP juge l'orientation de la Turquie vers l'UE et l'OTAN moins problématique qu'une partie de l'élite traditionnelle dont les réflexes nationalistes et anti-occidentaux se sont intensifiés au cours des dernières années.

La montée en puissance de l'AKP repose essentiellement sur les succès économi-ques du parti. Elle ne signale ni une isla-misation imminente de l'Etat turc ni un abandon de l'orientation occidentale de la Turquie. L'atténuation de l'ancienne fixation de la Turquie sur des rapports de sécurité étroits avec les Etats-Unis et sa prétention croissante à un important rôle régional ne sont également dues que partiellement à l'AKP, car ces évolutions remontent en fait aux années 90.

Relations tendues avec les Etats-Unis

La fin de la guerre froide et la dislocation de l'Union soviétique ont considérable-ment étendu la liberté d'action de la Tur-que. Le pays a néanmoins tout d'abord misé sur une poursuite des relations étroites avec les Etats-Unis. Mais parallèlement, il développa progressivement un partena-riat stratégique avec Israël, le triangle An-kara – Tel Aviv – Washington étant la ma-nifestation des ambitions croissantes de la Turquie en matière de gouvernance régio-nale. Cependant, les rapports avec ces deux partenaires se sont dégradés au cours des dernières années. L'éloignement croissant d'Israël est directement lié à l'AKP qui criti-que la politique palestinienne d'Israël plus fortement que les précédents gouverne-ments kémalistes et qui entretient aussi des rapports avec le Hamas. Par contre, la



redéfinition des rapports turco-américains n'a pas été engendrée uniquement par l'AKP, mais résulte d'un rejet général, sou-tenu par la population turque, de la politi-que du gouvernement Bush en Irak.

La Turquie était contre l'intervention amé-ricaine en Irak et a refusé à l'armée améri-caine l'accès au territoire turc pour envahir le pays voisin. Aujourd'hui encore, il est interdit aux Etats-Unis d'effectuer des raids aériens contre des cibles en Irak à partir de la base militaire américaine d'Incirlik dans le sud de la Turquie. Ce refus d'Ankara est essentiellement lié à la question kurde. Les rapports entre la Turquie et Saddam Hus-sein étaient certes tendus, mais le régime de Bagdad était pour un Etat central em-pêchant une autonomie kurde. La crainte d'Ankara qu'une réorganisation de l'Irak soutienne et mobilise les Kurdes en Irak du Nord et dans les Etats voisins s'est vérifiée.

Depuis l'intervention militaire en Irak, on constate un regain des attaques de rebel-les kurdes envers les forces de l'ordre et les civils turcs. C'est notamment à partir des monts du Kandil situés entre la Turquie et l'Irak que les rebelles kurdes lancent leurs attaques qui ont déjà coûté la vie à plusieurs centaines de soldats et policiers turcs. L'armée turque a stationné des trou-pes à la frontière avec l'Irak du Nord et a fréquemment pénétré chez le voisin pour combattre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Selon l'armée, le PKK, qui com-pte plusieurs milliers d'hommes en Irak du Nord, est soutenu par les deux principaux groupes kurdes en Irak.

Les Etats-Unis n'entreprennent pas grand-chose contre le PKK bien qu'il figure sur leur liste de terroristes. Les Kurdes en Irak du Nord sont pour Washington un

allié important, pour Ankara un facteur de déstabilisation régionale. Les tensions turco-américaines relatives à la politique irakienne augmenteront encore si, dans le cadre d'une décentralisation de l'Irak, les Kurdes obtiennent un Etat indépendant de facto, incluant probablement la région de Kirkouk avec ses énormes réserves pétro-lières. Du point de vue d'Ankara, une telle formation kurde serait une menace pour la population d'origine turque en Irak du Nord et renforcerait les efforts d'indépen-dance des Kurdes qui vivent dans le sud-est de la Turquie.

La question kurde en Irak a rappro-ché la Turquie de la Syrie et de l'Iran où vivent également des minorités kurdes. De manière générale, la crise des Etats-Unis en tant que puissance d'ordre au Proche et Moyen-Orient va de pair avec une politique turque plus active dans la région. Ainsi, la Turquie poursuit aujourd'hui une politi-que iranienne autonome, ce qui pèse éga-lement sur les rapports turco-américains. Ankara et Téhéran coopèrent par exemple dans le domaine de la politique énergé-tique. Washington s'oppose à l'intégration de l'Iran dans la politique énergétique bien que cela entraîne pour l'Occident une moindre dépendance de la Russie. Le pro-gramme nucléaire iranien pourrait néan-moins mettre fin au dégel dans les rela-tions turco-iraniennes. Si Téhéran construit des bombes atomiques, la Turquie pourrait de nouveau se rapprocher des Etats-Unis et d'Israël et renforcer ses capacités con-ventionnelles. Eventuellement, Ankara pour-rait aussi vouloir son propre armement nucléaire, ce qui semble toutefois impro-bable pour le moment.

Globalement, il semble bien que la ten-sion des rapports entre la Turquie et les

Etats-Unis ainsi que l'anti-américanisme sévissant actuellement dans la population turque viennent plus de la politique de l'administration Bush que de facteurs structurels. L'évolution future des rapports bilatéraux dépend donc aussi en bonne partie des présidentielles américaines de 2008. En dehors du dossier kurde, il existe en fait toujours une forte convergence d'intérêts stratégique entre les deux partenaires, d'où la possibilité d'un rapprochement à moyen terme.

La question clé de l'adhésion à l'UE

Plus que la nouvelle politique intérieure de la Turquie et le froid temporaire dans les relations turco-américaines, c'est surtout la question de l'adhésion à l'UE qui va influencer la future orientation stratégique de la Turquie. Depuis les années 60, la Turquie s'est efforcée de se rapprocher du processus d'intégration européenne. Avec l'ouverture des négociations d'adhésion en 2005, il est devenu urgent de savoir si l'avenir du pays peut et doit être dans l'UE.

Au niveau technique des négociations du dossier, il y a déjà eu des progrès, mais aussi de gros revers. En décembre 2006, l'UE a gelé 8 des 35 chapitres de négociation. Le point de contentieux majeur était et reste Chypre. La Turquie ne veut pas ouvrir ses ports pour les marchandises en provenance de la partie grecque de Chypre parce que l'UE boycotte la partie nord turque en raison d'un veto des Chypriotes grecs. Ankara souligne que, lors du référendum de 2005, les Chypriotes turcs ont accepté le plan Annan visant à unifier l'île, et ce, aussi sur la recommandation de la Turquie. Par contre, les Chypriotes grecs l'ont rejeté.

Malgré de tels problèmes, il est imaginable que la Turquie poursuive sa modernisation et satisfasse aux critères d'adhésion politiques et économiques de l'UE et que les négociations puissent s'achever au plan technique dans le courant de la prochaine décennie. Cependant, la méfiance envers une adhésion de la Turquie a fortement augmenté dans certains Etats membres de l'UE au cours des dernières années. Les arguments des adversaires à une adhésion sont variés. Avec plus de 70 millions d'habitants, la Turquie pourrait exercer une grosse influence au sein des institutions européennes. Simultanément, le pays étant pauvre et essentiellement agricole, il absorberait d'énormes sommes de l'UE. A l'argument stratégique selon lequel une

Intérêts et politique de la Suisse

- // Une liaison durable de la Turquie avec l'Occident est dans l'intérêt de la Suisse.
- // Le concept d'un «partenariat privilégié» discuté au sein de l'UE est essentiellement destiné aux Etats situés à la périphérie européenne comme la Turquie et l'Ukraine. Du point de vue de Bruxelles, il n'en serait guère question pour la Suisse.
- // Le dossier kurde et le dossier arménien pèsent sur les relations bilatérales entre la Suisse et la Turquie
 - // La reconnaissance du génocide arménien par le Grand Conseil vaudois en 2003 ainsi que les poursuites de la justice suisse contre des négateurs turcs du génocide poussèrent Ankara à annuler la visite prévue de membres du Conseil fédéral en 2003 et 2005.
 - // En 2006, le Conseil fédéral a refusé le désir de la Turquie qui souhaitait que la Suisse interdise le PKK avec ses quelque 4000 membres.

UE touchant à l'Iran, à l'Irak et à la Syrie pourrait mieux défendre ses intérêts au Proche-Orient, les adversaires opposent que la politique extérieure et de sécurité commune de l'UE n'est aujourd'hui pas encore en mesure de maîtriser les conflits complexes dans cette région. Mais l'argument le plus souvent cité contre une adhésion à l'UE porte sur la différence culturelle. Bien que la finalité et l'identité de l'UE restent un sujet controversé, il est clair pour beaucoup d'Européens que la Turquie, en tant que nation musulmane, n'a pas sa place dans le club.

De tels arguments au sein du débat intereuropéen n'ont pas raté leur effet en Turquie et ont fortement contribué à la chute dramatique des partisans d'une adhésion à l'UE dans la population turque. La possibilité aujourd'hui envisageable qu'une adhésion de la Turquie échoue, même en cas de satisfaction aux critères, sape le processus de négociation et affaiblit la crédibilité de l'UE en Turquie. Ceci risque à son tour de ralentir les réformes de l'AKP et de renforcer les nationalistes turcs. L'absence d'une perspective claire d'adhésion à l'UE a déjà contribué à ce que la Turquie mise de plus en plus sur un rôle souverain et autonome en tant que puissance régionale.

Puissance régionale autonome à orientation occidentale

Contrairement à la crise des rapports turco-américains, le difficile rapprochement de la Turquie à l'UE est en premier lieu de nature structurelle. Sachant qu'un consentement fiable de tous les Etats membres de l'UE à une adhésion de la Turquie semble momentanément irréaliste, il faut s'attendre à long terme à une orientation marquée de la Turquie vers l'Est et le Sud. Néanmoins, ceci ne doit pas être interprété comme un éloignement fondamental de l'Occident, mais d'abord comme une diversification de la politique extérieure et de sécurité.

Aujourd'hui, la Turquie se tourne de nouveau vers une région avec laquelle l'Empire ottoman entretenait d'étroites relations. La guerre froide et le kémalisme, en se détournant du Proche-Orient, avaient momentanément coupé ces relations.

Une signature turque en tant que puissance régionale pourrait fort bien être dans l'intérêt de l'Occident – tant que la Turquie est solidement ancrée dans le cadre transatlantique et européen. C'est pourquoi les Etats-Unis devraient intégrer plus fortement le gouvernement turc dans leur politique au Proche et Moyen-Orient et notamment dans la recherche d'une solution à la question kurde, d'importance centrale pour Ankara. Les Européens quant à eux devraient déjà développer pour la Turquie, en alternative à la pleine adhésion à l'UE, des solutions offrant à Ankara des options attractives même en cas d'échec des négociations. Même si la Turquie rejette actuellement les concepts tels qu'un partenariat privilégié, il serait par exemple tant dans l'intérêt d'Ankara que dans celui de l'UE d'intégrer la Turquie dans la politique de sécurité et de défense européenne.

La Turquie est aujourd'hui un partenaire fiable de l'Occident. Elle participe par exemple aux opérations de maintien de la paix en Afghanistan, au Liban et au Kosovo. Ankara coopère également étroitement avec les Etats occidentaux dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée. Le grand défi de la future politique turque des Européens et des Etats-Unis sera de consolider cet état même si l'option d'adhésion à l'UE perd de sa vigueur.

// Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

// Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch